

Energie : décadrer le débat, d'urgence, faire un pas de côté !

par Corinne Morel Darleux

Secrétaire nationale à l'écologie du Parti de Gauche
Conseillère régionale Front de gauche Rhône Alpes

auteure de « L'écologie, un combat pour l'émancipation », ed. Bruno Leprince
co-auteure du recueil de nouvelles d'anticipation écologique « Les Mondes d'Après », ed. Goliath

www.lespetitspoissonrouges.org

Dérèglement climatique, pic de pétrole, épuisement des ressources, extraction des gaz de schiste, dangers du nucléaire : la transition énergétique n'est plus un *défi* comme on l'a longtemps répété, c'est devenu une absolue nécessité. Et il est hors de question de limiter le choix au moindre mal entre différentes techniques mortifères. Alors pour stopper cette fuite en avant et éviter un scénario à la Mad Max, il devient urgent de désenfumer le discours dominant qui nous explique en long et en large qu'on n'a pas le choix. Il faut d'urgence changer de lunettes politiques, et pour ça, le mieux est souvent de faire un pas de côté... Et un pas en avant.

Le pas de côté, d'abord : si le débat sur l'énergie a tendance à trop souvent s'enliser, ou s'embraser, y compris entre militants écologistes, c'est parce qu'on ne le prend pas par le bon bout : il y est toujours question de trouver la « meilleure » façon de produire toute cette énergie. L'aborder comme ça, c'est le plus sûr moyen, au mieux de sombrer dans le débat d'experts, qui devient vite technique et donc de fait totalement antidémocratique, vu qu'assez rapidement les citoyen-n-e-s qui ne sont pas physiciens, ingénieurs ou géologues n'y comprennent plus goutte. Au pire, de tourner très vite à l'apostrophe et aux noms d'oiseaux entre « pros » et « antis »... Et on ne règle rien. Or la vraie question, la plus urgente, la plus salvatrice, n'est pas là. Elle ne porte pas sur la production d'énergie, mais sur la *demande*.

Car tant qu'on continuera dans le système productif actuel, et avec l'arrivée de la Chine, de l'Inde ou du Brésil dans la reproduction du modèle qui nous a menés droit dans le mur, eh bien la demande continuera à croître, et on se retrouvera, les mêmes, dans 5, 10, 20 ans, toujours à débattre et à se battre. Et pendant ce temps, tant qu'il y aura de la demande, tant qu'il y aura des capitalistes, la machine infernale à polluer, à détruire, à aller forer la dernière goutte d'hydrocarbure, la dernière bulle de gaz, toujours plus profond, plus dangereux et plus autoritaire, cette machine à faire des profits sur le dos des peuples et de la nature trouvera de nouvelles aberrations pour faire des profits. Le barrage Hydroaisen au Chili, les puits de Perenco au Guatemala en zone naturelle protégée chez les peuples Mayas, l'extraction des gaz et huiles de schiste en Europe, la marée noire de BP en Louisiane, les dissimulations de Tepco sur Fukushima au Japon... Les exemples ne manquent hélas pas de la cupidité prenant le pas sur le plus élémentaire souci de préservation de l'humanité.

Or la seule source d'énergie réellement propre, et les plus grosses réserves aujourd'hui inexploitées, c'est l'énergie qu'on ne consomme pas ! Trop souvent les industriels, allègrement relayés par les politiques soucieux de se donner une jolie couleur verte, s'empressent de vanter le développement des énergies renouvelables, sans poser la question de nos consommations énergétiques, et pour cause : voilà un nouveau marché juteux, qui permet au capitalisme vert de faire de nouveaux profits sans remettre en cause le système. Touchez à la demande, en revanche, et ce sont tous les rouages productivistes qui sont menacés.

Or si l'on veut tout à la fois sortir du nucléaire, réduire notre dépendance folle au pétrole, et réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en refusant l'extraction des hydrocarbures non conventionnels, ce ne sont pas quelques panneaux solaires et éoliennes qu'il faudra installer. Et encore moins comme ils le sont aujourd'hui, via d'énormes centrales industrielles nécessitant transformateurs et lignes THT, comme sur les monts Aveyronnais ou dans des projets pharaoniques comme Desertec ! Bien sûr, les énergies renouvelables doivent être développées, certes. Certaines, comme la biomasse ou la géothermie, doivent être étudiées de plus près. Mais elles doivent s'inscrire dans des unités de production décentralisées, au plus près des usagers et de la réalité des territoires. Pilotées dans un cadre national garantissant la continuité de l'approvisionnement et l'accès à tou-te-s, partout sur le territoire, aux mêmes tarifs. Et uniquement pour satisfaire les besoins restants une fois actionnés au maximum les deux leviers de réduction de nos consommations : la sobriété et l'efficacité énergétiques.

C'est, après le pas de côté, le pas en avant. Ce que nous appelons au PG la planification écologique. Pas une planification de retour aux soviets, évidemment, mais une planification démocratique et décentralisée, qui englobe la question énergétique dans un plan de rupture plus vaste. Car si on veut être sérieux, on ne peut pas parler de transition énergétique sans poser la question de ce qu'on consomme, de ce qu'on produit et de comment on le produit. En couplant systématiquement les trois critères qui devraient guider toute politique de gauche aujourd'hui : utilité sociale, impact environnemental et démocratie réelle. La planification écologique est le processus permettant de planifier, sur le long terme et en dehors des logiques marchandes, cette transition.

En matière énergétique, cela passe par un pôle public de l'énergie avec EDF, GDF, Areva et Total à 100% publics. Mais le retour dans le giron public ne suffit pas. Un déchet nucléaire, même public, reste radioactif. Une pollution de la nappe phréatique, même causée par un opérateur public, reste d'évidence inacceptable. Il faut donc que ce pôle public soit placé sous contrôle citoyen. Comme l'a démontré Elinor Ostrom, prix Nobel d'Economie, l'implication des usagers dans la gestion des biens communs est non seulement gage de démocratie, mais également d'efficacité économique, bien plus que les intérêts capitalistes qui ont largement démontré leur incapacité à gérer les ressources et infrastructures, que ce soit dans le domaine de l'eau, de l'électricité ou du rail.

Ce pôle public de l'énergie doit être mandaté pour engager des mesures de rupture fortes. Nous prenons appui sur le scénario Negawatt qui démontre qu'il est possible sur une trentaine d'années de sortir du nucléaire (avec pour le PG une décision immédiate d'arrêt de tous les projets de type EPR et la fermeture des centrales arrivées en fin de vie), et de diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre. Et c'est possible sans perdre en qualité de vie, bien au contraire. Cela passe par une politique volontariste de rénovation thermique, par la suppression des mésusages tels que les écrans de publicité lumineux, par le ferroutage, par le développement de l'agroécologie (permettant également de réduire la dépendance au pétrole), par la réindustrialisation sous des formes coopératives, ou encore par la réorientation de la recherche dans le domaine du rendement énergétique.

Car faut il le dire ? L'écologie n'est l'ennemie ni de l'industrie, ni de l'emploi, ni de la recherche scientifique. On aura toujours besoin de fabriquer des chaises, des radios, des casseroles, des T shirts. Et franchement je préfère qu'on les produise ici, avec des critères sociaux et environnementaux, plutôt que dans les sweat shops d'Asie, à

grands renforts de transports polluants et sans aucun contrôle. C'est ça aussi la relocalisation. Et on aura aussi besoin de nos experts et de nos chercheurs pour trouver de nouvelles formes d'énergies renouvelables, pour engager le démantèlement des centrales, pour gagner en efficacité de nos appareils électriques. Toutes ces mesures permettront à la fois de créer des emplois, de combattre la mondialisation libérale, et de changer de modèle de société pour aller vers une société du bien vivre, comme disent nos camarades d'Amérique du sud.

Une société du bien vivre, c'est possible, en changeant drastiquement notre système productif, et au delà, en accompagnant la transition de ruptures qu'on pourrait qualifier de civilisationnelles : réduction drastique de la publicité, ce moteur du consumérisme, lutte règlementaire contre l'obsolescence programmée, en obligeant les fabricants à garantir la durée de vie des objets et à faire en sorte qu'ils soient réparables, adoption de nouveaux indicateurs au delà du PIB, mise à bas du sacrosaint diptyque croissance-redistribution, mesures de protectionnisme social et écologique, extension de la gratuité, pour les premières tranches d'eau et d'énergie notamment, avec une facturation progressive car comment accepter que l'eau qui sert à se doucher coûte le même prix que celle qui sert à remplir sa piscine ou à arroser un golf ? Aujourd'hui, le prix est dégressif : plus on consomme, moins on paye. C'est aberrant ! Accompagnées, enfin, par une politique courageuse face à une classe de mégariches afin de remettre l'argent là où il n'aurait jamais du cesser d'être : au service du peuple.

Il faut également savoir faire preuve de cohérence. Toutes ces mesures ne seront possibles qu'avec un gouvernement de gauche au pouvoir qui aura le courage politique de rentrer en désobéissance face aux directives de la Commission européenne lorsqu'elles sont contraires à l'intérêt général : privatisation du rail et de l'énergie, interdiction des mesures de relocalisation et des barrières douanières... Tous ceux qui prônent ces mesures savent qu'elles sont inapplicables dans le cadre actuel. Alors quoi, ils arriveront au pouvoir en 2012 pour nous dire que s'ils ne peuvent pas tenir leurs promesses, « c'est pas de leur faute, c'est celle de la commission européenne » ? Cette institution qui ne bénéficie d'aucune légitimité populaire et dépend d'un traité de fonctionnement qui nous a été imposé de force après le référendum de 2005 ?! Non, il faut aller jusqu'au bout de la logique et dire les choses clairement aux citoyens. Pareil, tout ceci implique également de s'affranchir des carcans de la « concurrence libre et non faussée » et de la politique libérale de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale. La transition sera internationaliste et solidaire ou ne sera pas.

Voilà notre écologie. Elle est radicale, solidaire et internationaliste. Elle s'attaque à la racine des causes : le produire plus pour consommer plus, la mondialisation libérale, le capitalisme qui fait passer les profits financiers avant l'intérêt général. Elle est globale : parce qu'aujourd'hui les pays occidentaux vont piller les ressources des pays du Sud et leur impose la libéralisation à outrance, il est grand temps de remettre de la solidarité internationale dans le système. Mais aussi parce que si l'on ne relocalise pas les productions en donnant aux peuples les moyens de leur souveraineté alimentaire, on continuera à aller vers une division de la planète en zones de production et zones de consommation, en multipliant la gabegie énergétique, les pollutions induites et le dumping social. Enfin, elle est systémique : parce qu'on ne peut parler de sortie du nucléaire en oubliant la réduction des gaz à effet de serre, parce qu'on ne peut parler d'énergies renouvelables sans les coupler aux économies d'énergie. Et parce que tout ceci implique des changements en profondeur, bien loin de l'environnementalisme béat et du capitalisme vert. L'écologie sera sociale et solidaire ou ne sera pas. Mais si on s'y met tous, croyez moi, elle vaincra.